

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
22 juillet 2014
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 21 juillet 2014, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la République populaire démocratique de Corée
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration faite par un porte-parole du Département des politiques de la Commission de la défense nationale de la République populaire démocratique de Corée, le 20 juillet, et d'une déclaration publiée par le Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée, le 19 juillet 2014, en ce qui concerne des éléments transmis à la presse par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies au sujet des tirs de missiles de courte portée effectués par la République populaire démocratique de Corée (voir annexes).

Il s'agit là d'un exemple typique des mesures partiales et injustes prises par le Conseil de sécurité pour condamner l'exercice que la République populaire démocratique de Corée a effectué pour assurer sa légitime défense en procédant à des tirs de missiles tactiques de courte portée, tout en feignant d'ignorer les exercices militaires que les États-Unis d'Amérique et la Corée du Sud continuent de mener conjointement en déployant un porte-avion nucléaire contre la République populaire démocratique de Corée.

La politique hostile des États-Unis d'Amérique à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée et les jeux de guerre provocateurs que les États-Unis et la Corée du Sud mènent conjointement chaque année en vue d'occuper Pyongyang, capitale de la République populaire démocratique de Corée, ne sont que l'une des causes principales d'un cercle vicieux consistant à aggraver la situation dans la péninsule coréenne, en plus de poser une grave menace pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Si le Conseil de sécurité souhaite sincèrement préserver la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne, il devrait garder une attitude impartiale et prendre les mesures nécessaires en vue d'éliminer l'une des principales causes de l'aggravation de la situation.

En conséquence, je demande instamment que la question des exercices militaires menés conjointement par les États-Unis et la Corée du Sud soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, et que ce dernier tienne une réunion d'urgence à ce sujet en application des Articles 34 et 35 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (24 juillet 2014).



Je demande par ailleurs que, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, un représentant de la République populaire démocratique de Corée soit autorisé à participer à la réunion et à y faire une déclaration.

Je vous prie de bien vouloir faire circuler la présente lettre, ainsi que ses annexes, comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) **Ja** Song Nam

**Annexe I à la lettre datée du 21 juillet 2014 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la République populaire démocratique
de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Le Ministère des affaires étrangères de la République
populaire démocratique de Corée fait grief au Conseil
de sécurité de l'ONU d'avoir transmis à la presse
des éléments dans lesquels ce dernier reproche à son pays
d'avoir lancé des missiles de courte portée**

Pyongyang, le 19 juillet (KCNA). À sa séance consultative formelle tenue le 17 juillet, le Conseil de sécurité de l'ONU a cru pouvoir se moquer du monde en transmettant à la presse des éléments selon lesquels le lancement de missiles, même de courte portée, par la République populaire démocratique de Corée constitue une « violation de ses résolutions ».

Dans une déclaration diffusée le 19 juillet, le Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée a déclaré que toutes les mesures militaires prises par l'Armée populaire coréenne, y compris les tirs de fusées tactiques, constituent un exercice du droit à la légitime défense pour protéger le pays et la sécurité de la nation, par tous les moyens possibles, contre les menaces d'attaque nucléaire lancées par les États-Unis et compte tenu des manœuvres militaires clairement agressives entreprises par ce pays.

Cette année, la République populaire démocratique de Corée a fait toute une série de propositions de paix constructives allant de la proposition fondamentale formulée par sa Commission de la défense nationale, à laquelle il convient d'ajouter sa proposition spéciale, à la déclaration de son gouvernement, et elle a pris des mesures concrètes en vue d'y donner suite, ainsi que l'indique la déclaration. Il a poursuivi en précisant ce qui suit :

Les États-Unis, cependant, ont organisé des manœuvres militaires connues sous le nom de « Key Resolve » et « Foal Eagle » conjointement avec les forces fantoches sud-coréennes et ont déclenché les plus vastes manœuvres aériennes combinées qui aient jamais eu lieu après avoir procédé à des exercices conjoints de débarquement d'une envergure inégalée depuis 1993.

Le Conseil de sécurité a systématiquement ignoré les manœuvres de guerre insensées entreprises par les États-Unis, qui ne peuvent s'empêcher de manifester leur agressivité et de menacer de lancer une attaque nucléaire, et il a contesté le bien-fondé de l'option inévitable adoptée par la République populaire démocratique de Corée pour faire face à ces situations, et l'a condamnée. Cela est absolument intolérable.

Si l'on souhaite que le Conseil de sécurité s'acquitte de sa mission, à savoir assurer la paix et la sécurité dans le monde, il faudrait qu'il s'interroge sur le bien-fondé des exercices militaires hostiles, menaçants et provocateurs menés conjointement par les États-Unis et les forces fantoches sud-coréennes.

La façon dont le Conseil de sécurité définira la position qu'il se doit d'adopter vis-à-vis de ces exercices servira de critère pour évaluer son

impartialité et déterminer s'il peut ou non contribuer à la paix et à la sécurité dans le monde, tant sur le plan des principes que sur celui des réalités.

Comme le Conseil de sécurité se fait désormais complice des menées hostiles des États-Unis à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée, et comme il s'est départi de son impartialité, la République populaire démocratique de Corée n'a plus d'autre option que de renforcer sa capacité de se protéger par ses propres moyens.

Quelles que soient l'ouverture d'esprit et l'objectivité dont on puisse faire preuve, on finira tôt ou tard par être victime des grandes puissances si on est faible, et on ne peut assurer une paix véritable que si on se dote de moyens suffisants pour dissuader toute force extérieure de se livrer à des provocations. C'est ce que nous a toujours enseigné l'histoire.

Plus les États-Unis intensifieront leur menace d'agression nucléaire et plus ils s'adonneront au chantage, plus la République populaire démocratique de Corée se consacrera au renforcement de ses moyens de dissuasion nucléaire pour se défendre. Tant que les États-Unis et les forces fantoches sud-coréennes persisteront à mener conjointement des exercices militaires à visées hostiles, la République populaire démocratique de Corée prendra régulièrement, c'est-à-dire chaque année, les contre-mesures qui s'imposent.

Tout conflit qui pourrait se déclencher dans le contexte des tirs de fusées tactiques effectués par l'Armée populaire coréenne et suite à l'intensification des exercices entrepris à titre de représailles pour rétablir l'équilibre face aux incessantes manœuvres de guerre menées par les États-Unis en Corée du Sud et dans les régions avoisinantes risque de dégénérer en guerre.

Au cas où une situation imprévisible serait créée dans la péninsule coréenne, les États-Unis et le Conseil de sécurité qui l'ont fomentée et y ont contribué seront entièrement responsables des événements auxquels elle donnera lieu, car ce sont eux qui ont forcé la République populaire démocratique de Corée à choisir la seule option qui s'offrait à elle.

**Annexe II à la lettre datée du 21 juillet 2014 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la République populaire démocratique
de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Les États-Unis et les autorités sud-coréennes reçoivent
une mise en garde au sujet des actes inconsidérés
qu'ils commettent**

Pyongyang, le 21 juillet (KCNA). Un porte-parole du Département des politiques de la Commission de la défense nationale de la République populaire démocratique de Corée a publié le 20 juillet une déclaration condamnant les États-Unis et leurs partisans pour la campagne de dénigrement qu'ils ont lancée au sujet des mesures justifiées prises par la République populaire démocratique de Corée en vue de renforcer ses capacités en matière de légitime défense. Le texte de cette déclaration est le suivant :

Des unités des forces stratégiques et d'autres unités des forces terrestres, navales, aériennes et antiaériennes de l'Armée populaire coréenne ont récemment procédé à une série d'exercices assortis de diverses missions dans des conditions reproduisant celles rencontrées en cas de guerre réelle afin de renforcer les capacités en matière de légitime défense, telles que celles qui sont mises en jeu pour effectuer des tirs de fusées tactiques de très haute précision et utiliser diverses pièces d'artillerie.

Les membres des forces armées et le peuple de la République populaire démocratique de Corée sont fortement encouragés par les succès impressionnants remportés par les unités de l'Armée populaire coréenne dans le cadre de ces exercices.

Les peuples épris de paix et de justice à l'échelle mondiale expriment leur admiration face aux succès retentissants obtenus par les membres des forces armées et le peuple de la République populaire démocratique de Corée.

C'est dans ce contexte que seuls les États-Unis et leurs alliés, le groupe de Park Geun Hye, de même que certaines autres forces aux motivations méprisables, se comportent de manière malveillante, révélant ainsi les sinistres intentions qui les animent.

Les États-Unis ont poussé les hauts cris, comme si les fusées tactiques de l'Armée populaire coréenne avaient été déployées pour s'abattre sur leur territoire, et ont prétendu que « la Corée du Nord pose une menace inhabituelle, en particulier pour les États-Unis ».

Ils font valoir que les manœuvres de routine menées par l'Armée populaire coréenne constituent une provocation sournoise politiquement motivée et qu'elles font partie des menaces militaires lancées coup sur coup aux alliés qu'ils ont dans la région.

Les autorités sud-coréennes se font l'écho des plaintes formulées par les États-Unis en affirmant que le lancement de fusées tactiques et les tirs d'artillerie effectués dans le cadre d'exercices par l'Armée populaire coréenne constituent des mesures de représailles prises à leur encontre parce qu'elles ont

rejeté la proposition spéciale de la République populaire démocratique de Corée et la déclaration de son gouvernement, ce qui constituerait pour elles une dangereuse provocation visant à exacerber les tensions militaires, et une menace délibérément lancée contre elles.

Elles sont allées jusqu'à laisser le Conseil de sécurité, un mécanisme qui a perdu toute impartialité depuis longtemps, en faire toute une histoire afin de tenter d'induire en erreur l'opinion publique.

Certains pays velléitaires participent aveuglément à cette bizarre mascarade. Emboîtant servilement le pas aux États-Unis, dont les pratiques répugnantes ne semblent pas les rebuter, ils finissent par perdre tout sens des convenances en se bousculant pour faire des accolades à ce triste sire qu'est Park Geun Hye.

Constatant le tohu-bohu ridicule créé en tentant d'empêcher de faire la différence entre le bien et le mal, le Département des politiques de la Commission de la défense nationale de la République populaire démocratique de Corée adresse une fois de plus un ferme avertissement aux États-Unis et aux autorités sud-coréennes, qui sont les principaux exécutants de leurs sinistres desseins, pour faire entendre la voix des membres des forces armées et du peuple de la République populaire démocratique de Corée.

Les autorités des États-Unis et de la Corée du Sud devraient faire l'effort d'apprendre le sens exact des mots « provocation » et « menace » avant d'émettre des inepties.

Si les tirs de fusées tactiques de l'Armée populaire coréenne constituent une provocation pour les États-Unis et une menace pour la paix et la stabilité de la région, que faut-il dire alors du nombre incalculable de missiles stratégiques lancés par les États-Unis et des exercices de guerre ciblant la République populaire démocratique de Corée qu'ils organisent fréquemment avec leurs alliés sud-coréens, de vulgaires malfaiteurs en uniforme, après avoir implanté leurs forces sur le territoire de notre pays?

Les véritables provocations et menaces proférées à l'égard de la péninsule coréenne sont les mesures politiques et militaires de toutes sortes préconisées par les États-Unis dans le cadre de la politique hostile qu'ils appliquent à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée, et de leur stratégie militaire belliqueuse.

En d'autres termes, ce sont les intrusions téméraires que commettent presque chaque jour les fauteurs de guerre de la clique militaire sud-coréenne à l'instigation des États-Unis qui méritent d'être qualifiées de provocations.

Les États-Unis et les autorités sud-coréennes devraient s'abstenir de se livrer de manière éhontée à des actes de brigandage suscitant le même écœurement que celui que l'on ressent à la vue d'un voleur brandissant un gourdin.

Les États-Unis, un pays qui s'est endurci dans le crime et n'en n'est plus à une provocation ou une menace près, entreprennent bruyamment chaque jour des exercices de guerre à grande échelle en vue de se préparer à une agression sur les terres, dans les eaux territoriales et dans l'espace aérien d'un autre pays.

Les États-Unis et les autorités sud-coréennes qui souhaitent causer à tout prix une confrontation avec les compatriotes du nord pour se plier aux quatre volontés de leur donneur d'ordres qualifient de « provocations » et de « menaces » les exercices militaires que la République populaire démocratique de Corée entreprend sur ses propres terres, dans ses eaux territoriales et dans son propre espace aérien pour assurer sa légitime défense. Quels mots pourrait-on trouver pour décrire correctement un comportement aussi scandaleux et criminel? Il s'agit ici ni plus ni moins d'un acte éhonté, comparable à celui que commet un cambrioleur se transformant en agresseur au moment où il est surpris par le maître de maison qui tente de protéger son bien.

Il est possible qu'une attitude aussi odieuse soit acceptable ailleurs, mais il est hors de question qu'elle puisse être tolérée dans un pays tel que le nôtre, aussi longtemps qu'il sera protégé par les membres des forces armées et le peuple de la République populaire démocratique de Corée.

Plus les États-Unis et les autorités sud-coréennes auront recours, faute de mieux, à des méthodes hostiles s'inspirant directement de celles des milieux mafieux, plus meurtrières seront les représailles, exercées comme seuls les Coréens savent le faire, qu'ils devront redouter. Ils seront foudroyés comme par un éclair jaillissant brusquement d'un ciel bleu.

La République populaire démocratique de Corée a déjà fait tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer les relations nord-sud, réaliser la réunification du pays et y faire régner la paix et la prospérité en diffusant la proposition fondamentale et la lettre ouverte qu'elle a adressées en janvier, de même que la proposition spéciale formulée en juin et par la déclaration gouvernementale de juillet.

Ce qu'il reste à accomplir à l'heure actuelle consiste à faire un choix final.

Les États-Unis et les autorités de la Corée du Sud devraient s'abstenir dorénavant de se comporter de manière irresponsable, et cesser de prétendre de manière irréfléchie qu'ils font l'objet de « provocations » et de « menaces » de la part d'autrui.

S'ils persistent à le faire, toutes les forces de dissuasion dont dispose la République populaire démocratique de Corée pour assurer sa légitime défense se tiendront pleinement prêtes à infliger à toute force malveillante du monde la sanction qu'elle mérite, afin de démontrer de manière éclatante leur puissance invincible et de repousser vigoureusement leurs attaques, car conscientes d'agir conformément aux principes de la justice en exerçant leur droit d'exercer des représailles.